



**PES • PSE • SPE**

Bd de l'Empereur, 13

B - 1000 Bruxelles

## **Déclaration du PSE sur la révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne**

Adoptée par les Leaders du PSE, Stockholm, 24 février 2005

### ***Pour un développement de l'Europe à travers la création de plus d'emplois et de meilleure qualité***

#### **L'Europe à la hauteur de ses ambitions**

Cinq ans après son lancement, la stratégie de l'Union européenne visant à en faire l'économie basée sur la connaissance la plus compétitive et dynamique au monde pour 2010, capable d'une croissance économique durable, avec plus d'emplois et de meilleure qualité et une plus grande cohésion sociale, arrive à mi-parcours.

Cette stratégie est née d'une vision partagée et promue par la social-démocratie européenne, qui se base sur la conviction qu'il faut prendre des initiatives simultanément dans différents domaines. La réforme économique, la politique sociale et les considérations environnementales peuvent se renforcer mutuellement et entrer en synergie, encourageant la création d'emplois et la croissance durable, la compétitivité étant un grand défi en soi.

Elle est aussi basée sur la conviction que chaque pays peut agir isolément, mais que tous ensemble, les pays de l'UE peuvent faire beaucoup plus. De plus, les conclusions du Conseil européen de Lisbonne stipulaient que, dans la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne, « une approche totalement décentralisée sera appliquée dans la lignée du principe de subsidiarité ».

Ce n'est pas un luxe que d'atteindre cet objectif, mais bien une nécessité vitale pour la prospérité à long terme de l'Europe, pour la qualité de vie de tous ses citoyens et résidents, et pour le rôle future de l'UE dans le monde. Si l'Europe n'est pas à la hauteur de ses ambitions, il lui sera très difficile de répondre à des défis tels que la mondialisation, le vieillissement de la population et la dégradation de l'environnement.

Cinq ans après le lancement de la stratégie de Lisbonne, les résultats sont mitigés. D'une part, plus de sept millions d'emplois ont été créés, dont les deux tiers sont allés à des femmes, même si le taux visé de participation des femmes sur le marché du travail est loin d'être atteint. Des progrès importants ont été faits dans l'achèvement d'un véritable marché intérieur de l'électricité, du gaz, des télécoms et des services de capital à risque et financiers. La part d'énergies renouvelables utilisées est en croissance, le nombre de personnes suivant une formation continue est en croissance et certains états membres ont déjà commencé à améliorer leur système de garderies pour enfants. Toutefois dans ces domaines comme dans d'autres, d'énormes progrès sont encore à faire. D'autre part, il est clair que le rythme des réformes est bien trop lent. Si les progrès ne sont pas plus rapides, bon nombre des objectifs pour 2010 ne seront pas atteints et l'Union ne réussira pas à répondre aux défis auxquels elle est confrontée.

Nous sommes d'accord pour dire que pour porter ses fruits, la stratégie de Lisbonne doit être plus ciblée afin d'être plus efficace mais l'équilibre entre les trois piliers de la stratégie

– à savoir, le développement économique et social et l'environnement – doit être garanti dans toutes les actions à tous les niveaux. En ce sens, la participation des autorités locales et régionales dans la mise en œuvre est fondamentale. La compétitivité, une sécurité sociale moderne et la responsabilité environnementale doivent être des éléments indissociables. Il s'agit de faire les choses simultanément.

*Pour atteindre nos objectifs politiques, la gouvernance de nos politiques doit être efficace. Pour l'instant, la coordination économique entre les niveaux européen et nationaux plie sous le poids d'une multitude de plans et de rapports. Chaque année, les états membres doivent présenter des rapports sur la stabilité et la convergence, sur l'emploi, sur les réformes structurelles, sur l'inclusion sociale, etc. – soit chaque année, plus 300 rapports, noyant tout message politique clair. Il faut une procédure plus simple et cohérente, afin de faire converger toutes les actions vers un même point, sur lequel tant l'opinion publique que les parlements auraient un droit de regard. L'Europe a besoin d'un dialogue bien plus efficace et d'une coordination entre politiques économiques.*

Nous ne pouvons atteindre nos objectifs sans viser simultanément une croissance plus forte, sans une meilleure coordination de nos investissements et sans mener un processus moderne de réforme de nos systèmes éducatifs et de nos marchés du travail. Des politiques macroéconomiques ambitieuses et proactives doivent être menées comme complément fondamental de l'innovation dans le secteur privé et de l'esprit d'entreprise. Il faut formuler des propositions sur la façon d'établir un lien entre la stratégie de Lisbonne et les instruments macroéconomiques à notre disposition, les Grandes orientations de politiques économiques et le Pacte de stabilité et de croissance.

De plus, nous devons nous rappeler que les politiques sociales progressistes ont donné naissance à quelques-unes des sociétés les plus prospères, compétitives et harmonieuses des états européens. Dans ces pays, les politiques d'emploi et sociales actives, accompagnées d'investissements dans la recherche et le développement, sont autant d'instruments efficaces pour la croissance et la prospérité. Compétitivité et sécurité sociale ne sont pas en contradiction mais constituent des conditions sine qua non pour une prospérité durable. Nous nous opposons à ceux qui prétendent que pour promouvoir la croissance, l'Europe doit sacrifier la sécurité sociale de ses citoyens et l'environnement.

Nous recommandons fortement un effort ciblé afin de garantir que le nombre de personnes actives au sein de la population en âge de travailler augmente, essentiellement à travers la participation des femmes au marché du travail. L'intégration des minorités ethniques doit également contribuer à atteindre cet objectif. Il faut donc des politiques d'emploi actives afin d'atteindre les objectifs de la stratégie de Lisbonne. La stratégie ne vise pas seulement à créer plus d'emplois mais aussi à garantir des emplois de meilleure qualité et une plus grande productivité en combinant flexibilité et sécurité. Une plus grande priorité doit être donnée aux politiques qui ont trait à la connaissance dans la recherche et le développement, l'innovation et l'éducation et la formation.

Certains pays sont en plein processus de réforme. Ces réformes ne sont pas faciles à mener mais ces pays doivent être soutenus au niveau européen, parce que la compétitivité et la croissance plus fortes qui seront générées dans ces pays seront bénéfiques pour toute l'Europe. En ce sens, une croissance économique plus forte tout en restant durable, à travers une coordination des politiques économiques et un dialogue au niveau européen créerait un environnement plus favorable aux réformes nécessaires aux niveaux nationaux.

Après l'élargissement de l'Union européenne, nous devons promouvoir la solidarité entre les anciens et les nouveaux états membres de l'UE. Nous devons nous assurer que la stratégie de Lisbonne réduise plutôt qu'elle n'augmente les inégalités et disparités dans la poursuite de ses objectifs.

La révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne, qui doit être accordée au Conseil européen de mars 2005, est une importante opportunité politique pour revitaliser la stratégie et accélérer sa mise en œuvre de façon équilibrée. Toutefois, changer ou édulcorer les objectifs et le calendrier de Lisbonne reviendrait à sérieusement remettre en question la détermination de l'Union à se moderniser. *Le Conseil européen annuel de printemps doit continuer à définir les orientations politiques pour les stratégies économiques et sociales, tout en développant en même temps une culture du dialogue et de la coopération entre décideurs au niveau européen, national et régional et avec les partenaires sociaux et la société civile.*

L'Europe doit viser haut.

### ***Pour un développement de l'Europe***

Au Conseil européen de printemps 2005, la stratégie de Lisbonne doit se transformer en un programme d'action concret et ciblé sur cinq ans « *Pour un développement de l'Europe* » avec une indication précise des décisions et étapes à prendre aux niveaux européen et nationaux, selon le modèle du programme pour le Marché unique de 1992.

(i) **Approche sur 3 piliers** : L'UE doit être à la hauteur du défi qu'elle s'est donnée de créer un climat économique dynamique, de réformer ses systèmes de sécurité sociale tout en garantissant l'aide sociale à ses citoyens, de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes, d'encourager les progrès technologiques, y compris une utilisation efficace de l'énergie et d'autres ressources naturelles de telle façon à renforcer la croissance durable et à créer plus d'emplois. La priorité de la stratégie et de sa mise en œuvre est de générer plus de croissance économique et de créer plus d'emplois et de meilleure qualité ainsi que d'engendrer le progrès social et environnemental.

(ii) **Financement** : *Les ressources financières pour mettre en œuvre la stratégie de Lisbonne, tant à travers le budget communautaire et les budgets nationaux, doivent être garanties.* Au niveau communautaire, il est important que les prochaines perspectives financières reflètent les priorités établies dans la stratégie de Lisbonne. Au niveau national, dans le respect du Pacte de stabilité et de croissance, les gouvernements doivent s'assurer que les dépenses publiques soient orientées vers les objectifs de Lisbonne, par exemple pour améliorer les politiques d'éducation nationale et de formation continue, augmenter les investissements dans la recherche ou encore appliquer l'intégration de la dimension genre dans les budgets nationaux.

(iii) **Axe central**: *L'agenda de Lisbonne doit se focaliser sur un nombre limité d'objectifs primordiaux parmi ceux qui ont déjà été définis.* Il s'agit d'augmenter la productivité et de créer plus d'emplois et de meilleure qualité, sur la base de la viabilité. Ce nombre d'objectifs constituerait le fer de lance de la stratégie de Lisbonne, et en même temps, il reflèterait l'approche existante de favoriser les synergies de façon opérationnelle entre les dimensions économique, sociale et environnementale. Cette approche beaucoup plus ciblée faciliterait la supervision politique de la stratégie et sa présentation aux médias et à l'opinion publique en général, sur laquelle il est urgent d'insister. Par exemple, les objectifs primordiaux pourraient être, entre autres, de procéder à des investissements dans la R&D, l'éducation permanente, les infrastructures de garderie pour les enfants, l'efficacité énergétique et la participation au marché de l'emploi de tous les groupes de population. L'objectif de Lisbonne d'arriver à un taux de participation de 60% des femmes sur le marché de l'emploi doit être atteint pour arriver à ce que la justice sociale s'applique aux femmes et pour atteindre le niveau de productivité nécessaire en vue des objectifs de croissance et de compétitivité de Lisbonne.

(iv) **Méthode ouverte de coordination:** La lenteur dans la mise en œuvre de la stratégie ces dernières années montre que la méthode ouverte de coordination n'est pas suffisamment efficace et doit être renouvelée. La révision à mi-parcours doit donc amener une modification de la méthode suivie jusqu'à présent :

- ✓ Les états membres doivent développer des plans d'action nationaux, incluant une plus grande participation des parlements nationaux, des autorités régionales et locales et de toutes les parties prenantes. Ceci permettrait de garantir que les recommandations politiques soient bien plus adaptées aux situations spécifiques de chaque état membre ;
- ✓ Il faut mener une campagne d'information efficace partout dans l'UE afin d'informer les citoyens sur l'agenda de Lisbonne et son impact sur leur vie quotidienne ;
- ✓ Il faut renforcer le rôle stratégique du Conseil européen de printemps dans la poursuite et la mise en œuvre de l'agenda de Lisbonne. Ces réunions doivent permettre d'avoir plus de marge de manœuvre pour des discussions stratégiques, axées sur l'avenir et doivent se fonder sur des tableaux indicateurs par cible et état membre, dont la priorité est de évaluer les progrès accomplis et d'améliorer la cohérence et la synergie entre instruments politiques disponibles dans chaque domaine.

Last but not least, la réussite du programme d'action « Pour le développement de l'Europe » exigera une nouvelle articulation et cohérence entre un Pacte de stabilité et de croissance réformé, les Grandes orientations des politiques économiques, les Perspectives financières et les objectifs du programme « Pour le développement de l'Europe ».